OPINION

Le 6 juillet 1889, MM. les Drs d'Orsonnens, Hingston, et Desjardins sont constitués en Comité spécial, "pour étudier le nouveau décret *Jam-dudum* et sa portée, et aviser aux meilleurs moyens de protéger les intérêts de l'Ecole dans le nouvel état de choses".

Le 5 août 1889, les mêmes médecins sont "chargés de s'occuper de la question" (de l'union projetée de l'Ecole avec Laval).

Le 28 août 1889, le comité de l'Ecole fait rapport qu'il a posé les conditions suivantes au comité de Laval: 1^o Que l'union soit faite sur le même pied que celle de l'Ecole avec Victoria; ou 2^o Que ce soit une union semblable à celle du Grand Séminaire de Théologie de Montréal avec Laval; ou 3^o Que l'union soit dans le même genre que celle du Collège Ste. Marie avec Laval.

A la même séance est soumis, de la part du Vice-Recteur, un plan d'union écrit sous la dictée de M. l'abbé Collin, qui propose des conditions tout-à-fait différentes, comme suit: "Vu le nouvel état de choses créé par la Constitution Apostolique *Jam-dudum*, les professeurs de l'Ecole de Médecine et les professeurs médecins de l'université catholique Laval à Montréal. dans le but de former ensemble la faculté de Médecine de la dite Université Catholique, déclarent s'unir aux conditions suivantes:—
" 1^o L'Ecole de Médecine conserve intacts sa charte avec ses privilèges;
" 2^o Les cours se feront dans les salles de l'Ecole, et le président de l'Ecole sera choisi pour doyen de la Faculté catholique; 3^o Chacun des membres de l'Ecole recevra le droit et les privilèges de professeurs titulaires de la même faculté; 4^o Dans deux ans, au plus tard, l'Ecole optera finalement entre Victoria et Laval".

Il est alors résolu, sur division, "Que l'Ecole ne s'oppose pas au plan d'union soumis par M. le Vice-Recteur pourvu que, dans les détails d'arrangement, aucune injustice ne soit faite aux membres de l'Ecole".

Cette résolution n'est pas une approbation définitive de ce plan d'union; les termes l'indiquent, et les résolutions suivantes priant le comité de continuer ses travaux "en ayant toujours en vue de sauvegarder l'autonomie de l'Ecole et sa charte avec ses privilèges", confirment cette interprétation.